

Fernand Baudhuin, Puissance économique allemande et Marché commun (Bruxelles, juin 1957)

Légende: En juin 1957, Fernand Baudhuin, professeur d'économie à l'Université catholique de Louvain (UCL), dresse le portrait d'une République fédérale d'Allemagne (RFA) puissante et conquérante et pointe les enjeux, notamment pour la France, de sa participation à la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Revue générale belge. Juin 1957. Bruxelles. "Puissance économique allemande et Marché commun ", auteur:Baudhuin, Fernand , p. 38-45.

Copyright: (c) Revue Générale Belge

URL:

http://www.cvce.eu/obj/fernand_baudhuin_puissance_economique_allemande_et_marche_commun_bruelles_juin_1957-fr-2681f6da-bc6d-4f8c-b10f-976d029078b1.html



Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Fernand Baudhuin, *Puissance économique allemande et Marché commun (Juin 1957)*

Dans l'Europe de 1957, qui se prépare à affronter le Marché commun, un fait s'impose au regard : la reconstitution de la puissance économique de l'Allemagne. Alors que tant d'autres pays cherchent leur voie, et que l'Angleterre, malgré son acquis, éprouve beaucoup de peine à retrouver son équilibre, l'Allemagne s'avance d'un pas décidé, et elle est dès aujourd'hui la première puissance économique de l'Europe. On pouvait prévoir qu'elle parviendrait un jour à égaler et même à dépasser l'Angleterre. Ce jour est arrivé à en juger d'après de nombreux symptômes.

Certes, l'Angleterre a ses difficultés propres, qui tiennent peut-être à un passé trop riche, qui constitue pour elle une charge. Il s'agit en somme de liquider l'Empire britannique, ce qui implique notamment la restitution des sommes que les États parvenus à l'indépendance avaient prêtées à la métropole, durant la seconde guerre mondiale. D'autre part, l'Angleterre était habituée à vivre sur un grand pied, alors qu'elle doit aujourd'hui adapter son train de vie à des moyens en sensible réduction. Enfin, ses charges politiques ont diminué moins fortement que ses ressources économiques. Tout cela doit être porté en compte pour expliquer les difficultés rencontrées par l'économie britannique.

Par contre, l'Allemagne a tout d'abord bénéficié du fait qu'elle n'était pas soumise aux mêmes obligations de réarmement que les autres pays. Certes, elle avait les frais d'occupation, mais ceux-ci étaient moindres que ceux imposés par l'équipement d'une armée dotée des armes modernes. D'un autre côté, sa main-d'œuvre n'était pas amputée par la conscription, qui réduit les forces productives des autres grandes nations.

Mais, par ailleurs, l'Allemagne a dû vaincre des obstacles redoutables. Le plus grave résultait de la division du territoire en deux zones séparées par le fameux rideau de fer. Une économie constituée par de nombreux rapports internes, se trouvait ainsi saccagée; elle a dû découvrir de nouveaux équilibres économiques. De tout temps, c'était l'Est qui alimentait l'Ouest, pendant que l'Ouest approvisionnait l'Est en produits fabriqués. Ces échanges ayant été interrompus, il a fallu trouver d'autres solutions.

Un autre grand problème a été l'afflux de dix millions de réfugiés ou d'expulsés, qui sont venus grossir les rangs d'une population déjà surabondante, et manquant de denrées alimentaires, de matières premières et de capitaux. Ce fut une période dramatique, que l'Allemagne a traversée avec un succès digne d'éloges. Aujourd'hui, les réfugiés de l'Est sont fondus à la population originaire de l'Ouest, même au point de vue politique, ce qui a fait disparaître pratiquement un parti qui constituait une menace pour la stabilité gouvernementale.

Enfin, viennent les destructions matérielles indicibles que la fin de la guerre avait infligées à l'Allemagne. Hitler, qui avait menacé de raser les villes d'Angleterre, n'a réussi qu'à faire raser celles d'Allemagne, d'Aix-la-Chapelle à Breslau. Rares furent les localités de quelque importance qui aient échappé au nivellement total ou partiel. Des millions de familles ont dû vivre longtemps dans leurs caves, pendant que d'autres occupaient des locaux de fortune, ou plutôt d'infortune. Tout cela est aujourd'hui sinon oublié, du moins le passé, et l'Allemagne est en train de devenir l'un des pays les mieux logés du monde, en raison précisément du fait que la plus grande partie des bâtiments sont de construction récente et répondent aux exigences de la technique moderne de l'habitat.

La restauration économique se concrétise dans la puissance d'expansion de l'économie allemande, et plus spécialement dans sa puissance d'exportation. Durant l'année 1956, l'exportation allemande a représenté 30 milliards de DM., c'est-à-dire l'équivalent de 360 milliards de francs belges. Et ceci a été représenté en ordre principal non plus en charbon, comme c'était le cas jadis, mais par des produits fabriqués qui impliquent une incorporation complète de main-d'œuvre hautement qualifiée. Quant à l'importation, elle est demeurée notablement en arrière, surtout au second semestre de 1956. L'Allemagne s'est ainsi assurée d'énormes crédits sur l'étranger, ce qui lui a permis de financer facilement son commerce extérieur, et d'accumuler des réserves monétaires comme jamais elle n'en a connu.

En effet, alors qu'à la fin de 1955, l'Allemagne ne possédait que l'équivalent de 3 milliards de dollars en or et en devises, en décembre 1956 elle en accusait plus de 4 milliards, et le dernier chiffre connu lui a fait

franchir le chiffre de 4 1/2 milliards de dollars, c'est-à-dire l'équivalent de 225 milliards de francs belges. L'encaisse-or proprement dite atteint 1.800 millions de dollars (90 milliards de francs belges). Ces chiffres n'ont jamais été approchés, puisqu'en 1913 l'Allemagne n'avait que l'équivalent de 300 millions de dollars d'or, c'est-à-dire l'équivalent de 500 millions d'aujourd'hui, et que l'Allemagne de 1938 n'avait pratiquement pas d'encaisse-or, pas plus que l'Allemagne de 1950.

Mais l'importance même des réserves monétaires comporte des inconvénients. L'or n'est pas une fin, mais un moyen. Son accumulation en Allemagne, à la cadence où elle se poursuit depuis quinze mois, pose un problème tout d'abord pour les autres pays, qui doivent céder ces moyens de paiement, dont ils ne sont que maigrement pourvus. On en est arrivé ainsi au point où, dans un jeu d'enfants, un garçon a accaparé toutes les billes, ce qui arrête pratiquement la partie.

Notons que cet excédent de ressources monétaires comporte lui-même sa propre correction, parce qu'il provoque à l'intérieur du pays une émission de monnaie qui doit augmenter le pouvoir d'achat et ainsi la consommation nationale. Par conséquent, pourvu que l'on ne trouble pas le jeu de ce mécanisme, on doit espérer qu'un retournement spontané se produira. Il ne semble donc pas qu'il faille envisager d'autre mesure, et notamment une réévaluation du mark, qui bouleverserait des relations bien établies. Cette solution a été suggérée en Angleterre, mais jusqu'ici le Dr. Erhard a fait la sourde oreille, et nous sommes tout disposés à lui donner raison.

Le gouvernement est parfaitement attentif à ces difficultés, et l'une de ses réactions a été d'abaisser les droits de douane, de façon à faciliter l'importation. Il a annoncé d'autres réductions, indépendamment de celles que doit provoquer la création du Marché commun.

Les raisons de la réussite étonnante de l'Allemagne ne sont pas difficiles à trouver. Elles tiennent avant tout dans un esprit de travail et de méthode dont peu d'autres peuples sont capables.

L'esprit de travail acharné a été visible dès que l'Allemagne a réussi à surmonter la crise qui l'avait privée entièrement de monnaie. Ce fut le fait dominant de l'année 1948, qui vit l'abandon de l'ancien mark (Reichsmark), et la création du mark nouveau (Deutsche Mark), qui devait servir de base à l'expansion allemande.

Que sont devenus les anciens marks ? Ils ont été annulés, comme aussi la dette publique, à l'exception de celle qui était contractée vis-à-vis de la Caisse d'Épargne et d'autres institutions analogues. D'un coup de baguette, l'Allemagne fédérale a ainsi ramené la dette publique de 375 milliards, son niveau de 1945, à une dizaine de milliards de DM., représentés par les engagements dont nous venons de parler. Il s'y est ajouté plus tard, par l'accord du 27 février 1953, 10 autres milliards représentant les dettes extérieures d'avant-guerre. Comme elle n'a plus pu emprunter depuis lors, l'Allemagne est maintenant le pays le moins endetté du monde.

La deuxième raison pour laquelle l'Allemagne a réussi à surmonter ainsi ses difficultés, n'est autre que le retour aux méthodes libérales, c'est-à-dire à l'économie de marché, ceci s'opposant à l'économie réglementée que l'Allemagne avait connue depuis 1930. Le réapprentissage des méthodes de liberté n'a pas été sans heurt, ni sans hésitation. Il a fallu toute l'énergie du professeur Erhard, pour l'imposer à l'Allemagne, qui en avait perdu jusqu'au souvenir. Mais l'essentiel était de réussir, et c'est ce qu'a fait le Dr Erhard. Après quelques années, les critiques ont cessé, et même ceux dont les préférences vont à une économie dirigée à la mode dictatoriale, ont dû convenir que le retour à la liberté de marché et de prix, a permis de sortir l'Allemagne de l'abîme où elle était tombée.

Et c'est ainsi que l'Allemagne supprima rapidement le contrôle des prix, le rationnement et la réglementation. Ceci fut fait avec méthode, et en prenant les précautions d'usage. Le succès a couronné ce retour aux méthodes de liberté, et a donné à l'Allemagne le moyen de restaurer son économie, puis d'arriver à une prospérité réelle.

Mais le problème se pose aujourd'hui de savoir où va l'Allemagne, surtout si elle doit s'intégrer dans un

Marché commun, composé ainsi qu'on le sait de six pays au total : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, la Hollande et le Luxembourg. Ne va-t-elle pas devenir la puissance non pas seulement dominante, mais écrasante ? C'est évidemment un sujet de préoccupation, même si l'on fait abstraction des anciennes rivalités politiques. On comprend en tout cas que la France soit perplexe, devant une institution que ses dirigeants approuvent, mais que sa population met bien du temps à comprendre.

Tout d'abord, où va la population allemande ? On sait que durant l'entre-deux-guerres, la politique nataliste du troisième Reich avait provoqué un puissant renouveau, qui avait porté la natalité allemande à des niveaux que nous ne connaissions plus dans le reste de l'Europe. En 1939 l'excédent des naissances de l'ancien Reich avait été de 550.000, et à ce moment, à l'aide évidemment des annexions opérées, l'Allemagne avait 80 millions d'habitants, en face de la France qui n'en avait que 41.

Mais, plus tard, des faits importants sont naturellement survenus : tout d'abord, la désannexion des régions que l'Allemagne s'était appropriées antérieurement, puis le repli des frontières de l'Est, avec refoulement de la population. Tout ceci provoqua un profond bouleversement et une chute de la natalité.

Depuis lors, les choses ont évolué. A la fin de 1956, la population de l'Allemagne devait s'élever à 71 1/2 millions d'habitants, dont 51 1/2 millions pour l'Allemagne Occidentale. L'Allemagne Orientale, Berlin-Est compris, voit sa population lentement diminuer, en raison des passages continuels vers l'Ouest. Elle n'a semble-t-il maintenant que 18 millions d'habitants.

Pour l'Allemagne entière, l'augmentation annuelle des derniers temps ne représente plus actuellement que 400.000 habitants, ce qui doit nous donner approximativement en dix ans 4 millions d'habitants en plus. Ceci se compare à l'accroissement retrouvé par la France, qui gagne 300.000 habitants par an.

Ces calculs sont cependant très rudimentaires, et il faudrait procéder à une mise au point par les taux de reproduction, compte tenu de la longévité actuelle. Mais de tels chiffres ne sont pas disponibles à notre connaissance, et nous devons nous borner à des considérations plus simplistes. Il reste que le coefficient de natalité de l'Allemagne de l'Ouest s'établit à présent aux environs de 16 pour mille, c'est-à-dire pratiquement au niveau de la Belgique et de l'Angleterre, un peu au-dessous de celui de la France, et très au-dessous des États-Unis, dont le taux, extraordinairement élevé, atteint 25 naissances pour mille habitants. Quant à l'Italie, qui fait, elle aussi, partie du Marché commun, elle n'a plus maintenant qu'une natalité modeste, de 18 pour mille habitants. Mais elle a devant elle le problème des excédents anciens de population, qui n'est nullement résolu, et qui est une cause de chômage.

On peut retenir en tout cas de cette confrontation des chiffres, qu'au point de vue de la population, l'Allemagne ne paraît pas avoir retrouvé sa force explosive de jadis. A ce point de vue, elle ne constitue plus un élément de danger pour l'équilibre entre les nations du Marché commun. Mais il n'est pas exclu qu'elle retrouve une partie de sa force d'expansion, lorsque auront disparu les dernières conséquences des migrations intérieures, et de l'afflux des réfugiés comportant un déséquilibre des sexes.

Mais la population n'est pas tout, et son dynamisme interne doit être pris en considération. Jusqu'il y a quelques années, on aurait dû être extrêmement pessimiste en ce qui concerne l'évolution future des nations européennes, parce que l'Allemagne avait sur les autres pays une avance considérable, qui d'ailleurs lui a permis de restaurer sa prospérité au niveau où nous la voyons aujourd'hui. Il fallait admettre que la puissance économique de l'Allemagne devait grandir d'autant plus fort, que les autres pays se refuseraient à l'effort nécessaire.

Sans que l'on puisse considérer ce danger comme écarté, il faut cependant signaler un fait nouveau, parmi les pays appelés à faire partie du Marché commun : la France a retrouvé son esprit de travail. Nous ne savons si cela durera, mais il est de fait qu'à l'heure présente son effort de production n'est guère inférieur à celui de l'Allemagne, et qu'il est supérieur à celui de la Belgique.

Si ses résultats ne sont pas encore aussi spectaculaires, c'est que tout d'abord la France vient de loin, et que son revirement a commencé sur le tard. D'un autre côté, la technique monétaire est de loin inférieure en

France à ce qu'elle a été en Allemagne. Notons enfin que la France a devant elle des problèmes importants, qui constituent en quelque sorte, comme pour l'Angleterre, la liquidation de son empire. Ceci comporte des devoirs connexes, notamment la guerre d'Algérie.

On observera d'autre part que si l'on se place au point de vue des ressources naturelles, les derniers événements semblent avoir accordé un certain avantage à la France. Celle-ci a découvert sur son propre territoire des gisements de pétrole qui lui procureront une atténuation de sa dépendance vis-à-vis de l'étranger. Enfin, si le Sahara tient les promesses qu'il semble receler, il pourra en résulter un changement plus considérable encore dans l'approvisionnement de la France en sources d'énergie. Il restera naturellement qu'au point de vue du charbon, l'Allemagne est beaucoup mieux dotée, mais la France retrouve un avantage au point de vue des ressources de minerais de fer.

Aussi voyons-nous plutôt un élément de déséquilibre dans l'attitude des populations, que dans les ressources naturelles, qui semblent moins inégalement réparties entre les pays faisant partie de la petite Europe. En effet, même l'Italie devient aujourd'hui une puissance sidérurgique, dans des conditions qui semblent devoir devenir compétitives, et la Hollande, qui était assez démunie à beaucoup d'égards, vient de trouver des gisements de pétrole et de gaz, qui lui permettent de neutraliser en partie ses infériorités.

Mais il y a l'homme, et il est évident que dans un monde dominé par la technique, l'Allemagne a une forte avance sur les autres nations, et en particulier sur la France. On peut y voir un problème de formation générale, qui est déficiente en France, où traditionnellement on a donné la priorité à la formation littéraire, alors qu'en Allemagne, c'est la formation technique qui depuis longtemps est en honneur dans les écoles. Il en résulte que si la France possède une main-d'œuvre qualifiée pour la fine mécanique, elle en est dépourvue dans beaucoup d'autres secteurs. Elle manque surtout d'ingénieurs dont l'Allemagne est largement pourvue. En ce qui concerne la Belgique, elle est dans une situation intermédiaire, et le problème se pose d'une façon assez différente, ainsi que nous l'avons dit antérieurement.

Un autre problème est celui des cartels industriels, dont la disparition avait été décidée par les puissances victorieuses après la guerre. Les grands consortiums comme Krupp, Thyssen et beaucoup d'autres, comme l'I. G. Farben-industrie, avaient été disloqués. Or, on constate aujourd'hui dans la sidérurgie du moins, qu'un mouvement centripète se produit, et que la décartellisation recule plutôt qu'elle n'avance.

Nous pouvons considérer d'ailleurs que cette décartellisation qui était due en partie à des idées politiques, celles d'empêcher la renaissance du militarisme allemand, est devenue aujourd'hui beaucoup moins justifiée qu'elle ne pouvait l'être il y a dix ans. D'autre part, en tant qu'elle était dictée par l'esprit de concurrence, elle constitue un calcul dont il y a lieu de faire abstraction. Enfin, la technique de la sidérurgie moderne s'oriente de plus en plus vers les grandes unités, et l'on comprend que l'Allemagne ne veuille pas être mise sur ce point en état d'infériorité. Quoi qu'il en soit, il y a là un problème, qui inquiète quelque peu les Français, et qui peut troubler les relations futures entre les États faisant partie du Marché commun.